Rapport du comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (Commission Héon). Un vol., 6 po. x 9, broché, 455 pages. Hôtel du Gouvernement, Québec, 1957

Patrick Allen

Volume 34, numéro 1, avril-juin 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001319ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001319ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Allen, P. (1958). Compte rendu de [*Rapport du comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs* (Commission Héon). Un vol., 6 po. x 9, broché, 455 pages. Hôtel du Gouvernement, Québec, 1957]. *L'Actualité économique*, 34(1), 161–164. <https://doi.org/10.7202/1001319ar>

Boston Conference on Distribution, Twenty-ninth Conference — 1957. (Sponsored by the Retail Board of the Greater Boston Chamber of Commerce in Co-operation with Harvard University, Boston University, Massachusetts Institute of Technology and Others). Un vol., 8½ po. × 11¼, broché, 89 pages. BOSTON CONFERENCE ON DISTRIBUTION, 80 Federal Street, Boston 10, Mass. (\$4.50).

La réputation du Boston Conference on Distribution n'est plus à faire. La valeur et l'objectivité des participants tout comme la diversité des problèmes qui y sont étudiés en font un point de mire non seulement aux États-Unis mais pour tout pays désireux de suivre l'évolution rapide du secteur commercial de l'activité économique. Au cours des deux jours que dure la session, pas moins d'une vingtaine de rapports sont présentés, le plus souvent dans le but d'éclairer et même de guider les praticiens dans l'élaboration de leurs politiques de mise sur le marché des produits.

La session de 1957 couvre des sujets aussi variés que les loisirs, la mode, le dessin, les prix, la publicité, l'emballage, les marchés géants, le commerce international, etc. . . Nous désirons cependant attirer l'attention du lecteur sur quelques rapports: concepts nouveaux en *marketing*, les tendances probables des techniques d'emballage, l'utilisation des timbres (*trading stamps*) par les marchands détaillants, le rôle de l'agence moderne de publicité, les conditions du succès futur des marchés géants, et l'augmentation de la productivité des économies européennes par une organisation plus rationnelle du secteur de la distribution.

Guy-P. Archambault

Rapport du comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (Commission Héon). Un vol., 6 po. × 9, broché, 455 pages. Hôtel du Gouvernement, Québec, 1957.

Les nombreuses commissions royales d'enquêtes instituées depuis une dizaine d'années au Canada étaient en train de nous faire oublier qu'un comité d'enquête avait été formé par le gouvernement de la province de Québec en 1952 pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (Commission Héon). Ce n'est qu'à la fin de 1957 qu'un texte imprimé de quelque 450 pages attira l'attention du public sur les travaux et les recommandations de cette Commission. On savait jusqu'ici qu'elle avait déposé son rapport, mais après un délai que l'on ne s'expliquait pas facilement. On ne connaissait pas grand-chose ni du travail accompli ni des méthodes employées. Dans certains milieux, on allait jusqu'à dire que les activités de la Commission s'entouraient de trop de discrétion, de mystère même. Le texte du Rapport permet assez facilement de répondre à ces questions; il nous permet aussi d'en poser d'autres.

En effet, les membres du Comité d'enquête avaient un mandat précis du législateur et ils se sont efforcés de l'exécuter. Ils ont interprété ce mandat à partir du fait «qu'une agriculture stable et progressive est d'intérêt public et qu'il convient de perfectionner les méthodes de production, de vente et de distri-

bution des produits agricoles». De plus, le mandat indiquait qu'il fallait surtout approfondir les problèmes suivants: choix raisonné et développement des productions, classification des produits, modes d'organisation pour la vente, concurrence extérieure, nouveaux débouchés, procédés coûteux de distribution, problèmes particuliers de l'industrie laitière, caractère équitable des prix à la fois pour l'agriculteur et le consommateur.

Les commissaires ont donné six raisons pour expliquer la marche en somme assez lente de leurs travaux: complexité de notre milieu économique, mouvements multiples des produits agricoles, politiques diverses des autres pays, carence des renseignements disponibles, restrictions constitutionnelles et surtout retard dans la production des mémoires. En effet, une quarantaine d'organismes représentant les producteurs où les consommateurs avaient été invités à soumettre un mémoire à la Commission. Quelques invités comme les Chambres de Commerce et *The Industrial and Development Council of Canadian Meat Packers* n'ont pas cru devoir présenter de mémoire en prêtant leur concours sous des formes variées. Des organismes importants de consommateurs comme la Fédération du Travail de Québec et la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada devaient exposer leur point de vue mais ne l'avaient pas encore fait à l'expiration du mandat du comité d'enquête. Ce qui est plus étonnant, c'est que deux des grandes écoles d'agriculture, l'Institut Agricole d'Oka et l'École de Ste-Anne-de-la-Pocatière, se soient aussi abstenues de soumettre un mémoire à la Commission.

Il semble bien que le délai pris par le comité ne lui était pas particulier car en d'autres pays comme en Italie (plan Casa Mezzogiorno), en France (plan Monnet, section de l'agriculture), en Suisse (Réforme de l'agriculture), en Suède même, il a fallu plusieurs années pour produire un rapport définitif d'enquête. Plus près de nous, en Ontario et en Saskatchewan, des commissions créées pour des fins assez semblables et amplement pourvues de spécialistes ont aussi mis beaucoup de temps à remplir leur mandat.

La Commission Héon apporte d'abord un ensemble de constatations dont quelques-unes inédites sur la production végétale et animale ainsi que sur la mise en marché des produits agricoles; puis un grand nombre de recommandations dont la principale est la création d'une Commission des Marchés.

Dans l'opinion du Comité, un tel organisme agirait comme régulateur et coordinateur pour l'écoulement des produits agricoles à des prix équitables pour les agriculteurs et les consommateurs sans négliger pour autant les intérêts légitimes des intermédiaires. La Commission ainsi créée se situe donc au carrefour des principaux problèmes de l'agriculture qu'elle devra d'abord cerner dans leur juste limite pour les résoudre ensuite de façon satisfaisante pour tous les intéressés. Or ces problèmes paraissent complexes et encore mal définis.

Sur le plan de l'offre de produits agricoles, l'agriculture du Québec est nettement déficitaire, ce qui est anormal à plusieurs points de vue. Que l'on fasse venir des provinces de l'Ouest 96 p.c. du blé dont on a besoin, cela s'explique assez bien. Mais que la province de Québec dépende de ces provinces pour une

grande partie de l'alimentation de son cheptel, en avoine, orge et autres céréales, la carence est plus grave. Au surplus, le cultivateur n'arrive pas à fournir les viandes et produits animaux nécessaires à la population des villes. Il faut compter sur des arrivages de l'extérieur pour 76 p.c. du bœuf, 45 p.c. des volailles, 42 p.c. de la viande de mouton et agneau, 20 p.c. de celle de porc. La situation n'est pas meilleure dans le cas des fruits et légumes, sauf pour les pommes et les tomates.

On peut expliquer cette situation de plusieurs façons plus ou moins satisfaisantes. La nature des sols et la position géographique des fermes par rapport aux grands centres de consommation ne jouent pas un rôle favorable. Les quelque 130,000 fermes de la Province sont loin de posséder une égale fertilité: elles sont économiquement marginales dans la proportion du tiers. Le deuxième tiers est trop loin des centres de consommation pour permettre la vente rentable de produits frais, compte tenu des moyens actuels de transport et d'entreposage. Le plus grand centre de consommation de la province de Québec, Montréal, forme à peu près 35 p.c. du marché, mais il n'est d'accès facile qu'à 18 p.c. des agriculteurs de la Province. Plusieurs fermes de l'Ontario et même des États-Unis sont mieux situées par rapport à Montréal que 60 p.c. de celles du Québec. De plus, soit à cause des conditions du marché soit par le poids de la routine, les agriculteurs canadiens-français ont été lents à découvrir et à appliquer les méthodes rationnelles en agriculture. L'inventaire des sols de la Province est loin d'être terminé, les travaux d'irrigation et de fertilisation vont plutôt au ralenti. Pourtant les terres agricoles occupées ne représentent que 6 p.c. de la superficie de la Province et les terres cultivables ne s'élèvent qu'à 10 p.c. de cette même superficie. Une si faible proportion de terres cultivables devrait inciter les intéressés à tirer du sol le maximum d'efficacité. Or le rendement des fermes en général, tant du point de vue de la production végétale que du point de vue de la production animale, est encore trop faible et les coûts de production fort élevés. Il faudra abaisser sensiblement les prix de revient si l'on veut surmonter la concurrence. On n'y arrivera que par une politique agricole définie et l'organisation systématique de la recherche en matières agricoles. On devra créer de nouvelles variétés de plantes fourragères et de céréales mieux adaptées aux sols et au climat.

Du côté des produits laitiers, l'offre n'est pas déficitaire du point de vue quantitatif, mais on continuera de s'interroger sur la qualité de certains produits si les procédés empiriques encore en cours sont maintenus plus longtemps. À titre de seul exemple, les beurres classifiés de *première qualité* sont en proportion insuffisante, dans une province dont l'industrie laitière constitue un peu plus de 30 p.c. de l'activité agricole. On peut aussi se demander si le rebarattage du beurre n'est pas souvent un prétexte à la falsification et si la loi ne devrait pas prohiber ce procédé. Une province qui interdit la margarine se doit d'offrir en compensation un beurre de qualité exceptionnelle.

Du côté de la demande de produits agricoles, il faudra restaurer le prestige de l'agriculteur québécois, étudier et satisfaire les préférences du consommateur quant à la bonne présentation et à la qualité du produit, le tenir en éveil par une publicité de tous les instants. Cela est vrai des centres moyens de consom-

mation comme des grandes villes où les magasins à succursales de produits alimentaires se multiplient. Ces établissements de grande taille attachent beaucoup d'importance à la classification et à la présentation des produits comme à deux facteurs primordiaux de la vente. Ils ont une politique commerciale bien définie: ils cherchent à connaître les préférences des consommateurs et font tous les efforts pour y répondre au triple point de vue de la quantité, de la qualité et du choix. Ils contribuent du même coup à augmenter les exigences du consommateur.

Patrick Allen

The Supply of Capital Funds for Industrial Development in Europe (Resources Structure Methods), publié par l'AGENCE EUROPÉENNE DE PRODUCTIVITÉ DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE. Un vol., 6 po. $\times$ 9½, broché, 235 pages. — ORGANISATION EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, 33, rue de Franqueville, Paris 16e, 1957. (\$2.).

En mars 1954, germaient l'idée, dont la réalisation devait plus tard être confiée à l'Agence Européenne de Productivité, d'un organisme de recherche en matière d'organisation de la fourniture de capital à l'industrie. Plus précisément, le but était d'enquêter sur l'efficacité des institutions par lesquelles le flot des capitaux est canalisé vers les placements productifs. On décida de s'en tenir au marché des capitaux sans pousser jusqu'à l'étude des facteurs influençant l'épargne et la formation des capitaux et on choisit la formule consistant dans la préparation d'une série d'études sur l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, auxquels pays se sont joints à toute fin pratique les États-Unis, avec un rapport général devant servir à la fois d'introduction et de synthèse, lequel est le présent rapport.

Les deux questions les plus pratiques sur lesquelles porte cette étude sont peut-être celles de savoir s'il existe des moyens plus efficaces de porter à la connaissance des institutions pourvoyeuses de capitaux les besoins spéciaux de l'industrie et, en second lieu, s'il existe des moyens de rendre plus facile d'accès aux industriels le marché du capital.

Ce rapport général essaie de faire ressortir d'une façon systématique les principaux points des rapports nationaux.

Camille Martin

American Industry and the European Immigrant 1860-1885, par CHARLOTTE ERICKSON. (Collection «Studies in Economic History»). Un vol., 6¼ po. $\times$ 9½, relié, 269 pages. — S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1957. (\$6.25).

En 1864, le Congrès américain adoptait une loi permettant l'entrée au pays des ouvriers munis d'avance de contrats de travail, et, en 1885, sous la pression du monde ouvrier et en particulier des Chevaliers du Travail, il rappelait cette loi. L'opinion s'était répandue qu'à la faveur de cette loi, l'industrie américaine recrutait en Europe orientale et méridionale des ouvriers agricoles destinés à avilir les salaires et à devenir, au besoin, des briseurs de grèves.